

PARLEMENT WALLON

SESSION 2006-2007

16 NOVEMBRE 2006

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à instaurer une commission parlementaire spéciale conjointe
au Parlement de la Communauté française et au Parlement wallon,
chargée d'enquêter sur l'acquisition d'un immeuble à Kinshasa,
en vue d'y installer les services de la Communauté française et de la Région wallonne
en République démocratique du Congo**

déposée par

MM. B. Wesphael, M. Bayenet, M. de Lamotte et Mme Cornet

DÉVELOPPEMENT

A l'occasion de la fin du bail du bâtiment occupé par leurs services à Kinshasa, la Communauté française et la Région wallonne ont décidé d'acquérir un nouvel immeuble à Kinshasa, en vue d'y installer la délégation Wallonie-Bruxelles et les services de la Communauté française et de la Région wallonne en République démocratique du Congo. Cette perspective fait suite à la volonté politique de maintenir la présence des deux institutions dans la capitale congolaise et aux difficultés posées par le siège abritant alors la délégation et le centre Wallonie-Bruxelles.

Trois offres ont été déposées dans le cadre d'un bail de longue durée avec option d'achat, d'une part, par la S.A. CongoWallonInvest, sise à Gosselies, d'autre part, par la S.A. Intelligence et Communication, dont le siège est situé à Bruxelles et, enfin, par la S.A. Immocita, filiale de la Société régionale d'investissement en Wallonie (S.R.I.W.), qui n'a toutefois, en définitive, pas remis d'offre chiffrée.

L'opération porte donc sur l'achat et la rénovation d'un bâtiment à Kinshasa, suivie d'une mise en location avec option d'achat au terme de la durée.

En date du 21 avril 2004, le Gouvernement de la Communauté française retient l'offre la moins chère, introduite par la S.A. Intelligence et Communication.

En date du 29 avril 2004, le Gouvernement wallon prend la même décision.

La Communauté française et la Région wallonne reviennent toutefois sur cette décision, respectivement en date du 12 et du 13 mai 2004, suite à la demande de la S.A. Intelligence et Communication, exprimée au Commissariat général aux relations internationales (C.G.R.I.) en date du 10 mai 2004, de faire participer des sociétés wallonnes dans l'opération et de voir l'opération mise en œuvre par la S.A. Immo-Congo, constituée à parts égales par la S.A. Intelligence et Communication et par la S.A. Capamar.

Les deux Gouvernements marquent ainsi leur accord pour que l'opération soit effectuée par la S.A. Immo-Congo en lieu et place de la S.A. Intelligence et Communication.

Il y a quelques jours, le dossier rebondit. La presse révèle en effet que :

- la société évincée CongoWallonInvest est liée à la S.A. Capamar ;
- l'administrateur délégué de la S.A. Intelligence et Communication indique qu'il a été contraint d'associer des partenaires à l'opération, au risque de voir le marché attribué à son concurrent.

De toute évidence, le dossier soulève désormais de multiples questions. Entre autres :

- la S.A. Intelligence et Communication a-t-elle proposé librement ou non à la Communauté française et à la Région wallonne d'associer un tiers à l'opération et de substituer l'action de la S.A. Immo-Congo à la sienne ;
- le cas échéant, qui a exercé un pouvoir de contrainte ou d'influence à l'égard de l'administrateur délégué de la S.A. Intelligence et Communication, et quand ;
- que s'est-il passé entre le 21 avril 2004 (date à laquelle le Gouvernement de la Communauté française décide d'attribuer le marché à la S.A. Intelligence et Communication) et le 29 du même mois (date à laquelle le Gouvernement wallon fait de même) ;
- que s'est-il passé entre ce 29 avril 2004 et le 10 mai suivant (date à laquelle la S.A. Intelligence et Communication a fait savoir au C.G.R.I. qu'elle souhaitait faire participer des sociétés wallonnes à cette opération, en constituant une nouvelle société dénommée Immo-Congo S.A.) ;
- quel a été le rôle du C.G.R.I. dans cette problématique ;
- quels ont été les participants et quel a été le contenu de la réunion tenue en date du 10 mai 2004 dans les locaux du C.G.R.I. ;
- quels ont été les critères de détermination du prix de l'immeuble de Kinshasa ;
- subsidiairement, pourquoi l'administrateur délégué de la S.A. Intelligence et Communication durant cette période a-t-il été mis à pied quelques mois plus tard, à l'occasion d'une réunion à laquelle il n'a pas participé et alors que la question n'était pas inscrite à l'ordre du jour ?

Autant d'interrogations dont l'énumération n'a rien d'exhaustif, mais auxquelles la fourniture de réponses appropriées nécessite des investigations plus vastes que celles autorisées par les documents déposés à l'attention des parlementaires.

Dès lors que le Parlement de la Communauté française et le Parlement wallon sont également concernés, il convient de former une commission parlementaire spéciale, conjointe au Parlement de la Communauté française et au Parlement wallon.

Cette commission sera notamment chargée :

- d’enquêter sur l’acquisition d’un immeuble à Kinshasa en vue d’y installer la délégation de la Communauté française et de la Région wallonne et les services Wallonie-Bruxelles en République démocratique du Congo ;
- d’auditionner toutes les personnes qu’elle jugera nécessaire d’entendre dans le cadre de son mandat ;
- de se faire communiquer toutes les pièces dont elle jugera utile d’avoir connaissance pour la bonne fin de ses investigations , sans préjudice de l’enquête judiciaire en cours ;
- de constater les éventuels dysfonctionnements et/ou interférences entre les différents acteurs publics (Gouvernements, cabinets ministériels chargés de l’instruction du dossier, administrations concernées, Inspection des finances, etc.) et de dégager les éventuelles responsabilités politiques et/ou administratives ;
- de formuler, le cas échéant, toutes les propositions qu’elle jugera utiles afin d’améliorer les dispositifs de transparence et de contrôle, en particulier dans les procédures conjointes entre Communauté française et Région wallonne.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

visant à instaurer une commission parlementaire spéciale conjointe au Parlement de la Communauté française et au Parlement wallon, chargée d'enquêter sur l'acquisition d'un immeuble à Kinshasa, en vue d'y installer les services de la Communauté française et de la Région wallonne en République démocratique du Congo

Article premier

§ 1^{er}. A la suite des informations parues ces derniers jours dans la presse et relatives à la passation d'un marché portant sur la location-achat d'un immeuble en vue d'installer à Kinshasa la représentation permanente de la Communauté française et de la Région wallonne en République démocratique du Congo (R.D.C.), il est établi une Commission parlementaire conjointe au Parlement de la Communauté française et au Parlement wallon.

La commission parlementaire spéciale est chargée :

1. de procéder à l'examen complet de la gestion du dossier par les acteurs concernés, ainsi que du rôle et de l'action des dispositifs d'avis et de contrôle existants (Gouvernements, cabinets ministériels chargés de l'instruction du dossier, administrations, Inspection des finances, etc.);
2. d'établir la liste exhaustive et descriptive de tous les mécanismes et niveaux de pouvoir et autres lieux publics d'avis, de contrôle et de prise de décision concernés, intervenant ou étant intervenus directement ou indirectement dans les faits ou l'enchaînement de ceux-ci, dont l'identification et l'examen entrent dans le cadre de sa mission ;
3. de donner une description précise du rôle et de l'action de chacun des niveaux et des lieux identifiés dans le cadre des points 1 et 2, ainsi que de leurs relations et des liens éventuels entre eux ;
4. d'identifier et d'entendre tous les acteurs, intervenants et témoins susceptibles de l'éclairer dans l'accomplissement de sa mission ;
5. de décrire précisément le rôle de l'ensemble des intervenants dans la succession des faits et des décisions.

§ 2. La commission parlementaire spéciale est également chargée de faire toutes les propositions qu'elle jugera utiles afin d'améliorer les dispositifs de transparence et de contrôle, en particulier dans les procédures conjointes entre Communauté française et Région wallonne.

§ 3. La commission parlementaire spéciale aura aussi pour mission :

- de constater les éventuels dysfonctionnements et/ou interférences entre les différents acteurs publics (cabinets ministériels chargés de la gestion du dossier, administrations, Inspection des finances, etc.) ;
- d'établir, le cas échéant, les éventuelles responsabilités politiques et/ou administratives.

§ 4. A cette fin, la commission parlementaire spéciale peut :

1. auditionner toutes les personnes qu'elle jugera nécessaire d'entendre dans le cadre de son mandat ;
2. se faire communiquer toutes les pièces dont elle jugera utile d'avoir connaissance pour la bonne fin de sa mission.

Art. 2

Les Conférences des présidents des deux assemblées fixent d'un commun accord la composition de la commission.

La commission parlementaire spéciale désigne son président en son sein. Elle désigne aussi un vice-président et un secrétaire.

Sauf décision contraire des deux Parlements, la commission parlementaire spéciale est dissoute dès la fin de sa mission.

Art. 3

La commission parlementaire spéciale peut, dans les limites budgétaires fixées par les bureaux des deux Parlements, prendre toutes les mesures utiles afin de mener ses investigations avec la rigueur voulue.

A cet effet, elle peut faire appel à des spécialistes, le cas échéant, dans le cadre d'un contrat de travail ou d'entreprise. La durée de ces contrats ne peut excéder celle des travaux de la commission d'enquête parlementaire.

Art. 4

La commission parlementaire spéciale établit son rapport final dans les trois mois à dater de son installation, sauf prolongation accordée par les deux Parlements sur proposition de la commission.

B. WESPHAEEL
M. BAYENET
M. de LAMOTTE
V. CORNET